

Working paper Cnr-Ceris, N.14/2014

POLITIQUES PUBLIQUES ET SECTEUR
AGRO-INDUSTRIEL: LE RÔLE
DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
RURAL EN PIÉMONT

Sara Pavone, Elena Pagliarino, Alessandro Manello

**Working
Paper**

**WORKING PAPER CNR - CERIS**

RIVISTA SOGGETTA A REFERAGGIO INTERNO ED ESTERNO

ANNO 16, N° 14 – 2014

Autorizzazione del Tribunale di Torino

N. 2681 del 28 marzo 1977

ISSN (print): 1591-0709

ISSN (on line): 2036-8216

DIRETTORE RESPONSABILE

Secondo Rolfo

DIREZIONE E REDAZIONE*Cnr-Ceris*

Via Real Collegio, 30

10024 Moncalieri (Torino), Italy

Tel. +39 011 6824.911

Fax +39 011 6824.966

segreteria@ceris.cnr.itwww.ceris.cnr.it**SEDE DI ROMA**

Via dei Taurini, 19

00185 Roma, Italy

Tel. +39 06 49937810

Fax +39 06 49937884

SEDE DI MILANO

Via Bassini, 15

20121 Milano, Italy

tel. +39 02 23699501

Fax +39 02 23699530

SEGRETERIA DI REDAZIONE

Enrico Viarisio

e.viarisio@ceris.cnr.it**DISTRIBUZIONE**

On line:

www.ceris.cnr.it/index.php?option=com_content&task=section&id=4&Itemid=64**FOTOCOMPOSIZIONE E IMPAGINAZIONE**

In proprio

Finito di stampare nel mese di Settembre 2014

COMITATO SCIENTIFICO

Secondo Rolfo

Giuseppe Calabrese

Elena Ragazzi

Maurizio Rocchi

Giampaolo Vitali

Roberto Zoboli

Copyright © 2014 by Cnr-Ceris

All rights reserved. Parts of this paper may be reproduced with the permission of the author(s) and quoting the source.

Tutti i diritti riservati. Parti di quest'articolo possono essere riprodotte previa autorizzazione citando la fonte.

Politiques publiques et secteur agro-industriel: le rôle du programme de développement rural en Piémont¹

[Public policies for the agro-food sector: the role played by the rural development programme in Piedmont]

Pavone Sara^{}, Pagliarino Elena, Manello Alessandro*

*National Research Council of Italy
Institute for Economic Research on Firm and Growth
CNR-Ceris, via Real Collegio 30,
10024 Moncalieri (To), Italy*

* Corresponding author: s.pavone@ceris.cnr.it

 011-6824.950

ABSTRACT: This work aims to better understand the role played by the Rural Development Programme (RDP) to support the agro-food industry in Piedmont. The agro-food sector is the portion of the production chain dealing with food processing and characterised by the highest added value. Differently from other production sectors, it includes various types of businesses: large farming enterprises, cooperatives of producers, as well as processing industries.

The effect of rural development policies is assessed by comparing the economic-financial performance of businesses receiving public support to that of businesses which are not supported through public funds. In order to do so, the sample under investigation comprises enterprises which received financing earmarked for the agro-food industry during the periods 2000-2006 and 2007-2013. Our purpose is to understand the role played by the RDP and how financing affects agro-food businesses, as well as to describe the features of beneficiary enterprises.

Keywords: public funds, agro-industry, rural development, economic performance

JEL Codes: O13, Q16, Q18, Z18

¹ Cet article a été présenté au colloque ASRDLF 2014 “Métropolisation, cohésion et performances : quels futur pour nos territoires” (Marne-la-Vallée, France, 7-9 juillet 2014).

SOMMAIRE

1. Introduction.....	5
2. La méthodologie de recherche et l'échantillon : une description synthétique	6
3. Le secteur agro-industriel en Piémont.....	8
4. Le PDR et les aides destinées à l'agro-industrie.....	9
5. Les entreprises bénéficiaires et les effets des aides.....	10
6. Conclusion	15
Bibliographie.....	16

1. INTRODUCTION

Le Programme de Développement Rural (PDR) représente le principal instrument destiné à accompagner les mutations de l'espace rural et à soutenir les secteurs agricoles, agro-alimentaires et forestiers. À cette fin, le programme - financé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et le Fonds Social Européen (FSE) - s'articule autour de quatre axes : amélioration de la compétitivité des secteurs agricoles et forestiers ; amélioration de l'environnement et de l'espace rural ; qualité de la vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale ; LEADER (Liaison Entre Action de Développement de l'Économie Rurale). En considérant que les ressources financières consacrées aux PDR en Europe, pour la période 2007-2013, s'élèvent à 147 milliards d'euros, on comprend mieux le rôle fondamental de l'évaluation de l'efficacité et de l'efficacité du programme.

La recherche ici présentée, élargit et approfondit les résultats obtenus au sein de l'évaluation -à mi-parcours- du PDR de la Région Piémont (Italie). Cette enquête a pour but particulier d'analyser les effets des investissements financés par la Mesure 123, finalisée à l'accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles. Les bénéficiaires de la mesure sont des petites et moyennes entreprises dont les activités doivent concerner la transformation et la commercialisation de produits agricoles et sylvicoles. La Mesure a de nombreux objectifs prioritaires et veut favoriser la transformation des produits agricoles et forestiers et encourager l'implication du secteur primaire dans la valorisation des

produits ; renforcer les performances économiques et environnementales des entreprises ; améliorer la qualité des produits et encourager la diversification et l'innovation.

Notre recherche a pour but de confronter la performance économique des entreprises agro-alimentaires piémontaises au cours des années 2005-2012 -caractérisées par la crise- à la performance économique des entreprises agro-alimentaires piémontaises qui ont bénéficié des financements distribués par les Mesures G (PDR 2000-2006) et 123 (PDR 2007-2013). Nous voulons vérifier le rôle joué par le PDR dans le secteur agro-industriel piémontais, et les effets des financements sur les entreprises. Le rôle et les effets des aides publiques représentent des sujets amplement débattus dans la littérature économique (Bezlepkina *et al.*, 2005 ; Kleinhanß *et al.*, 2007 ; Alston et James, 2002 ; Sckokai et Moro, 2009, Cerulli, 2010) : pour certains auteurs, pour exemple, le soutien public peut avoir des effets négatifs sur les entreprises (Bergström, 2000 ; Bakucs *et al.*, 2007 ; Rizov, 2013) pour autres auteurs des effets positifs (Mary, 2013 ; Galanopoulos *et al.*, 2011 ; Czarnitzki et Lopes-Bento, 2013).

Pour le cas d'étude présenté ici, les activités financées ont-elles amélioré les performances des entreprises? Les entreprises bénéficiaires sont-elles les entreprises qui peuvent être définies *best performance* (Calabrese, 2008), ou sont-elles les entreprises qui ont le plus besoin du soutien public (Bojniec et Latruffe, 2013) ? Et si la réponse est oui, quelles sont les réflexions et les implications en termes de politiques et programmes?

Pour répondre aux questions de la recherche, ce travail a été réalisé en prenant en compte les bilans des entreprises, pour

analyser au niveau micro-économique certaines variables d'intérêt. En l'espèce, les indicateurs économiques considérés concernent : le développement, l'organisation d'entreprise, la structure financière, la structure patrimoniale et la rentabilité.

L'évaluation -à mi-parcours- menée en 2010 (Milanetto *et al.*, 2011), à travers une comparaison des performances économiques des deux groupes d'analyse, a montré l'existence de l'effet *picking the winners*, en d'autres termes, les entreprises du secteur agro-industriel, qui avaient reçues des financements, avaient les meilleures performances économiques et financières, soit concernant la période de programmation 2007-2013, soit la période 2000-2006. Les premiers résultats, donc, montraient comment les entreprises gagnantes sur le marché étaient, à la fois, les plus enclines à innover et les plus adaptées à recevoir les aides publiques.

Considéré qu'en 2010, les entreprises avaient reçu des financements, mais que la distance temporelle depuis l'adoption de nouvelles installations n'était pas suffisante pour évaluer l'effet des investissements, il paraît important de compléter l'évaluation en incluant cet aspect. Cet article donc, veut fournir des orientations et des réflexions, soit aux décideurs politiques, soit aux chercheurs qui s'occupent de l'évaluation des politiques publiques, afin que les résultats puissent être utilisés pour concevoir des interventions et des politiques ciblées.

2. LA METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET L'ECHANTILLON : UNE DESCRIPTION SYNTHETIQUE

Comme anticipé dans l'introduction, l'objectif principal poursuivi par ce travail de recherche est d'effectuer une confrontation entre les entreprises agro-industrielles piémontaises et les entreprises agro-industrielles piémontaises qui ont reçu des aides économiques à travers le Programme de Développement Rural. En particulier l'analyse a été conduite pour les entreprises qui ont bénéficié des fonds publiques dans les deux dernières périodes de programmation européenne. Pour cela, ont été prises en compte les entreprises bénéficiaires d'au moins un financement parmi les suivantes:

- Mesure G "Amélioration des conditions de transformation et commercialisation de produits agricoles", afférente au PDR 2000-2006 de la Région Piémont;
- Mesure 123.1 "Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles", afférente au PDR 2007-2013 de la Région Piémont.

En effectuant la comparaison entre les entreprises bénéficiaires et le groupe de contrôle, un autre objectif a été atteint, soit, dessiner l'univers du système agro-industriel piémontais en se concentrant sur son évolution économique et financière durant la période 2005-2012.

L'analyse a été menée en discernant les entreprises pour les cinq filières agro-alimentaires: filière viticole, filière céréalière et rizicole, filière de la viande, filière des fruits et légumes, filière laitière.

L'enquête a donc prévu trois phases distinctes: pendant la première phase, a été reconstitué l'univers des entreprises agro-industrielles piémontaises; dans la deuxième,

ont été analysés les résultats économique-financiers des entreprises et du *trend* (tendance) qui s'est vérifié dans la période 2005-2012; enfin, il a été procédé à l'analyse du positionnement des entreprises bénéficiaires des aides en regard des autres entreprises piémontaises.

L'analyse a été conduite à partir des données contenues dans la banque de données AIDA (Analyse Informatisée Des Entreprises) du Bureau van Dijk qui fournit les données de bilan des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives.

Les entreprises de capital représentent seulement une partie de l'activité entrepreneuriale, numériquement minoritaire, mais en grande partie prédominante en termes d'emplois, de création de valeur ajoutée et d'investissements.

Le choix d'utiliser la banque de données AIDA a permis de cibler l'analyse sur des réalités économiques plus vastes et structurées, comme les sociétés de capitaux et les coopératives.

En outre, cela a permis d'insérer également dans l'univers des sociétés qui font partie du secteur primaire, une possibilité non offerte par d'autres banques de données. L'inclusion du secteur agricole a rendu possible qu'une entreprise agricole de taille moyenne – qui, outre l'activité de production, effectue également celle de transformation - soit représentée.

De la banque de données AIDA, il a donc été possible d'extraire les sociétés de capitaux actifs au moment de la mise en œuvre de la recherche.

Nous soulignons comment, dans cette assiette, par sociétés actives, nous entendons une société qui a déclaré son bilan dans les deux dernières années (2011 ou 2012). De

cette façon, nous avons évité d'exclure de l'univers les entreprises qui auraient été en retard dans la présentation des données de leur bilan.

Enfin, la présence des séries historiques de données de bilan nous a donné l'opportunité d'effectuer une analyse approfondie de l'évolution de certains indicateurs de *performance*. Cela a été réalisé sur un panel d'entreprises qui appartiennent à l'univers et pour lesquelles étaient disponibles les données de bilan pour toute la période d'observation, de 2005 à 2012. Si cette méthodologie permet d'un côté de créer de séries historiques cohérentes assurant la comparaison temporelle, de l'autre il réduit le nombre d'entreprises analysées puisqu'elle exclut soit les entreprises constituées ou fermées après l'année du début de l'analyse, soit celles qui ont eu des changements de sociétaires dans l'arc temporel analysé. La répartition et l'analyse des entreprises pour chaque filière a été accomplie sur la base des codes ATECO et sur la base de la classification des activités économiques des entreprises bénéficiaires.

Du point de vue de l'analyse micro-économique des entreprises, le choix d'utiliser la banque de données AIDA a permis de conduire, à travers les informations des bilans d'entreprise, une analyse sur certaines variables d'intérêt. Dans ce cas spécifique, pour les finalités de notre travail, les indicateurs utilisés sont les suivants:

Indicateurs de développement et d'organisation d'entreprise: nombre de personnes employées, valeur ajoutée par employé, capital par employé;

Indexes de rentabilité

- ROI: Return On Investment est la mesure de la rentabilité de la totalité des ressources financières, donnée par le

rapport entre le revenu opérationnel et le capitale net investi.

- ROS: Return On Sales est un index économique des ventes, donné par le rapport entre la marge opérationnelle nette et le chiffre d'affaires et signale le revenu moyen opérationnel par unité de chiffre d'affaires.
- ROE (net): Return On Equity est le taux de rentabilité du capital propre, donné par le rapport entre le revenu net et le capital propre, représente une mesure de synthèse de la rentabilité de l'entreprise.

3. LE SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL EN PIEMONTE

L'agro-alimentaire est le compartiment productif composé par les entreprises agro-alimentaires au sens strict et par les entreprises qui produisent technologies et services pour ce secteur: machines agricoles, implantations de transformation et emballage, matériaux pour emballage, systèmes de traçabilité et de contrôle des processus, systèmes de gestion, service d'ingénierie, technologies alimentaires et de qualité, brevets, marques, mises à jour normatives et légales, pour en citer les principales.

Les productions agricoles, les activités de transformation et la distribution sont les trois segments principaux de la filière agro-alimentaire, articulée à son tour en sous-filières.

L'agro-industrie réunit toutes les entreprises qui exercent principalement, mais pas nécessairement de façon exclusive, des activités de transformation des matières premières.

Le système agro-alimentaire piémontais apparaît extrêmement varié, bien qu'il possède

quelques caractéristiques communes aux différentes filières et qu'il soit lié à certaines particularités territoriales.

En premier lieu, on peut souligner une certaine fragmentation, tant de la phase agricole, que de l'industrielle, avec une prédominance des petites et moyennes entreprises, une intégration de filière en général encore plutôt faible et le rôle important joué par la coopération, surtout dans certains contextes.

En Piémont on observe la présence de zones territoriales à très haute spécialisation dans une production spécifique (riz, céréales, zootechnie, fruits, mais aussi raisin/vin) et des zones qui privilégient des dynamiques typiquement de districts (zone rizicole de Vercelli et Novara, zone fruiticole aux alentours de Saluzzo, aires viticoles de Langhe, Monferrato, Roero, mais aussi des zones avec d'importantes productions laitières/fromagères dans les provinces de Novara, Cuneo et Turin).

Par conséquent, la production agro-industrielle régionale peut être schématiquement divisée en deux typologies: d'un côté, les productions indifférenciées (*commodities*), de l'autre les produits de haute spécialité (*specialities*). À la première catégorie, appartiennent les céréales, les viandes (avec quelques exceptions), le lait et ses dérivés non liés à des produits typiques, une grande partie du secteur des fruits et légumes. Font partie du deuxième groupe, les vins AOC, les fromages typiques, protégés par des appartenances géographiques typiques ou moins, les produits agro-alimentaires traditionnels (PAT), les viandes de race et de qualité garanties, les produits biologiques, etc.

Dans la région, la surface territoriale destinée aux activités agricoles est grande, en

particulier dans les aires rurales et dans les zones caractérisées de façon importante par des spécialisations.

Les productions les plus importantes au niveau territorial sont celles des céréales, du riz, des zootechniques et du vin. Les premières sont essentiellement localisées dans les zones de plaine, lorsque le secteur viticole est situé dans les territoires des collines (Langhe, Roero, Monferrato). Pour ce qui concerne la zootechnie, il faut signaler la fragilité du système zootechnique de montagne, lié au pâturage, caractérisé par d'importants problèmes de contraction, dus aux difficiles conditions environnementales, aux désavantages d'ordre structurel et au croissant dépeuplement démographique, qui aggrave le phénomène du manque de renouvellement entrepreneurial typique de l'agriculture. Bien que la plupart de productions régionales appartiennent à la catégorie des *commodities* et soient donc plus exposées à la compétition avec les produits à bas coût, il ne faut pas oublier l'importance des produits de grande spécificité, qui dérivent de situations agricoles d'excellence et offrent d'intéressantes perspectives de marché aux producteurs. Pour ce qui concerne les politiques publiques du secteur, on peut dire que jusqu'à présent, l'agriculture piémontaise a été plutôt indépendante de la politique agricole communautaire (PAC). Elle garantissait, en fait, les prix et disposait d'obligations qui influent de façon déterminante sur les revenus et sur les choix de production des agriculteurs. Autres aspects importants, ceux relatifs aux financements des investissements structurels (Plan de Développement Rural et lois régionales ou nationales) et aux normes en matière hygiénico-sanitaire et environnementale, de

plus en plus contraignantes en vertu de la croissante importance des thématiques environnementales dans le scénario des politiques rurales.

4. LE PDR ET LES AIDES DESTINEES A L'AGRO-INDUSTRIE

L'objectif de ce paragraphe est de fournir une brève description des deux mesures du Programme de Développement Rural destinées à l'agro-industrie, et nous commencerons par la Mesure G, afférente à la programmation 2000-2006 pour poursuivre avec la Mesure 123, afférente à la programmation 2007-2013. Dans la section suivante, seront exposés les résultats de l'analyse réalisée sur les bénéficiaires des susdites mesures. Avant de commencer il faut rappeler comment ces deux mesures continuent et complètent les actions initiées par la Loi Régionale 95/95 "Interventions régionales pour le développement du système agro-industriel piémontais".

La Mesure G - "Amélioration des conditions de transformation et commercialisation des produits agricoles"- prévoyait parmi ses objectifs spécifiques, la mise aux normes des implantations de transformation agro-industrielle, la mise aux normes des implantations de commercialisation agro-industrielle et l'augmentation de la production de qualité commercialisée et, en particulier, des produits typiques et de qualité liés au terroir. En suivant la programmation, étaient donc encouragés les investissements relatifs aux créations de transformation et de commercialisation et, enfin, les systèmes de contrôle de la qualité des produits. Les bénéficiaires de la mesure G étaient principalement les entreprises, en particulier,

les sociétés de capitaux, lorsque les coopératives avaient un rôle plus marginale.

Le Programme de Développement Rural de la Région Piémont 2007-2013, à travers la Mesure 123 -" Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et forestiers"-, continue ce que la programmation précédente avait initié, en l'espèce, avec la mesure G. La Mesure 123 est composée de trois actions destinées à l'augmentation de la valeur ajoutée des produits agricoles et forestiers et au développement des micro-entreprises de transformation et commercialisation des produits agricoles. Les investissements pour lesquels il est possible de demander une contribution doivent suivre un des objectifs suivants: augmenter le rendement des processus de récolte, de transformation, ainsi que de commercialisation des produits; encourager l'utilisation des produits agricoles et forestiers pour produire des énergies renouvelables pour l'autoconsommation; développer de nouveaux produits, processus et technologies; trouver de nouvelles débouchées de marché; investir en termes de qualité et de certification des produits, poursuivre une surveillance toujours plus attentive de l'environnement; accroître la récupération et l'élimination des déchets.

Cette introduction synthétique sert à préciser comment, dans la comparaison entre entreprises bénéficiaires des aides du PSR et les entreprises non bénéficiaires, il est essentiel de tenir compte des différences qu'il y a entre ces deux groupes. En premier lieu, les entreprises bénéficiaires des aides présentent des caractéristiques spécifiques en raison desquelles elles ont pu accéder aux aides attribuées par le PSR. En second lieu, des différences supplémentaires caractérisent les entreprises bénéficiaires de la mesure G et

le groupe d'entreprises bénéficiaires de la Mesure 123. Bien que, dans ce contexte, n'ont pas été illustrées de façon complète les conditions requises à l'admission aux aides, nous rappelons comment les critères de sélection sont différents, en partie, dans les deux programmations.

Avant tout, un premier élément de discontinuité dérive de l'orientation différente des deux mesures qui se répercute en différentes typologies de bénéficiaires; en fait, si la mesure G a comme but finale l'augmentation de la quantité des produits, la Mesure 123 se fixe au contraire l'augmentation de la qualité des produits. D'autre part, même les parcours, les perspectives et les politiques à travers lesquelles nous sommes arrivés à la rédaction du Programme de Développement Rural 2000-2006 et 2007-2013 se sont concrétisés par des choix différents dans la définition des limitations posées à l'accès aux aides.

Une fois illustrée ces prémisses, il est important, dans tous les cas, de souligner l'utilité de la comparaison entre les entreprises bénéficiaires des aides et les entreprises agro-industrielles piémontaises non bénéficiaires, afin de vérifier et réfléchir sur le rôle des politiques de développement rural pour ce secteur.

5. LES ENTREPRISES BENEFICIAIRES ET LES EFFETS DES AIDES

De la comparaison entre les entreprises bénéficiaires des Mesures 123 et G avec le groupe de contrôle formé par les entreprises non bénéficiaires, il nous paraît intéressant d'attirer l'attention sur des différences plus importantes.

Tableau 1 - Bénéficiaires des aides régionales classés par filière.

Filière	Mesure 123	Mesure G	Bénéficiaire d'au moins un financement PSR	Non bénéficiaire
COP	5	6	11	279
Viande	7	13	31	152
Laitière-fromagère	14	26	28	128
Fruits et légumes	15	34	45	231
Viticulture	10	39	55	266
Autre	3	4	7	28
Total	54	122	177	1.084

Source: Région Piémont

Le Tableau 2 présente les données relatives à la moyenne du personnel estimée par entreprise: en commençant l'analyse des bénéficiaires de la Mesure 123, il apparaît que les bénéficiaires sont en moyenne des entreprises beaucoup plus grandes relativement au groupe de contrôle. Nous arrivons aux mêmes conclusions, en menant la même analyse, pour les bénéficiaires de la Mesure G, dans ce cas aussi, en fait, les entreprises bénéficiaires se révèlent de dimensions beaucoup plus importantes que les entreprises non bénéficiaires.

À partir des estimations des indicateurs de rentabilité des bénéficiaires de la Mesure 123 et G, et des entreprises du groupe de contrôle, il importe de mettre en évidence certains aspects. En premier lieu, sous tous les profils de rentabilité utilisés, ont été constatées d'importantes différences entre les entreprises bénéficiaires et les entreprises non bénéficiaires.

Les entreprises bénéficiaires se révèlent significativement plus rentables, au point de

justifier un approfondissement des analyses.

Considérant la période 2005-2012, les entreprises bénéficiaires, tout comme les entreprises non bénéficiaires montrent en général une diminution du nombre moyen de personnes occupées: dans le cas des entreprises bénéficiaires, nous sommes passés de 51 à 45, dans les cas des entreprises non bénéficiaires, de 23 à 14 personne occupée. Dans les deux cas de figure, donc, nous notons des difficultés dues à la crise économique traduites par une coupe des postes de travail.

Pourtant, si dans la période 2005 et 2009, on a enregistré une diminution de 54% des entreprises bénéficiaires et de 20% des entreprises non bénéficiaires, de 2009 à 2012 on signale une reprise, qui se concrétise par une augmentation de l'emploi respectivement de 26% et de 10%. Ces premières données montrent, en premier lieu, des signaux positifs dans ces trois dernières années, et plus généralement, une meilleure tenue des entreprises non bénéficiaires face à la crise.

Tableau 2 - Moyenne estimée de personne occupée par entreprise (2012).

Filière	Non Bénéficiaire	Bénéficiaire d'au moins un financement PSR	Bénéficiaire Mes. 123	Bénéficiaire Mes. G
COP	19	28	16	42
Viande	8	54	90	49
Laitière-Fromagère	14	50	43	52
Fruits et légumes	10	35	39	42
Viticulture	9	36	24	45
Autre	41	48	30	68
Total	13	42	41	46

Source: notre élaboration par AIDA

Considérant, par contre, un autre indicateur, c'est à dire la valeur ajoutée par personne occupée, nous pouvons noter comment, en 2005, les deux groupes d'entreprises montraient pas des valeurs significativement différentes, au contraire, le groupe de contrôle ne montrait des valeurs que légèrement supérieures aux entreprises bénéficiaires. Au cours du temps, par contre, l'écart a augmenté à tel point que, en 2012 on rencontre une situation diamétralement opposée: la valeur ajoutée par employé a augmenté de 24% pour les entreprises bénéficiaires, pendant qu'elle a

diminué de 9% pour les entreprises non bénéficiaires.

En particulier, les filières qui ont enregistré une croissance supérieure sont: la filière laitière-fromagère, la filière rizicole et céréalière et la filière viticole. À l'opposé, les filières de la viande et des fruits et légumes montrent des valeurs en contre-tendance. Même une analyse plus affinée, conduite avec l'utilisation de tests paramétriques (T-test) et non paramétriques (Wilcoxon) confirme l'importance des différences rencontrées entre bénéficiaires et groupe de contrôle.

Tableau 3 - Valeur ajoutée par personne occupée, 2005-2012.

	2005	2007	2009	2012
Non Bénéficiaire	65.612	67.340	63.072	50.096
Bénéficiaire d'au moins un financement PSR	64.205	73.767	76.295	70.254
Bénéficiaire Mes. 123	57.465	74.535	86.484	77.665
Bénéficiaire Mes. G	65.884	73.772	78.282	71.078

Source: notre élaboration par AIDA

Si nous examinons le capital par personne occupée, les données montrent une fois encore une situation dans laquelle les entreprises bénéficiaires d'au moins un financement attribué à travers le PDR, paraissent plus vertueuses.

Dans ce cas, en référence à l'année 2005, elles montraient des valeurs plus élevées et, une fois encore, un plus fort taux de croissance -pour la période 2005-2012- comparé aux entreprises du secteur agro-alimentaire qui n'avaient pas eu accès aux fonds publics. Cette donnée apparaît en partie prévisible et en ligne avec la typologie de financements dont les entreprises ont bénéficié.

Nous rappelons, en fait, comment les financements, tant de la Mesure 123, que de la Mesure G, étant destinées à l'amélioration de la compétitivité, subventionnaient d'importantes modifications structurelles dans les entreprises. Donc, puisque le capital par employé indique le niveau de mécanisation des entreprises, les entreprises bénéficiaires

des aides, ayant augmenté leur capital fixe à travers les financements, ont un capital par employé supérieur aux entreprises appartenantes au groupe de contrôle.

Dans ce cas spécifique, en examinant le premier indicateur de rentabilité : le ROI, il apparaît comment, dans les années précédant 2012, il était plus bas pour les entreprises bénéficiaires par rapport au groupe de contrôle, pourtant, cette donnée ne doit pas nous induire en erreur et produire des interprétations erronées.

Le ROI, en fait, indique la rentabilité des entreprises et révèle dans quelle mesure le capital investi est rentable. Considérant la période 2005-2012, il est donc naturel que les entreprises bénéficiaires ayant augmenté le capital investi, présentent, dans le rapport entre capital investi et résultat opérationnel, une valeur inférieure aux entreprises bénéficiaires qui, probablement, n'ont pas investi d'importants capitaux dans la même période, montrant l'efficacité des mesures adoptées par le décideur public.

Tableau 4 - Capital par personne occupée, 2005-2012.

	2005	2007	2009	2012
Non Bénéficiaire	119.041	161.642	227.732	191.958
Bénéficiaire d'au moins un financement PSR	120.156	172.290	245.158	218.612
Bénéficiaire Mes. 123	122.159	134.351	161.800	218.945
Bénéficiaire Mes. G	123.508	176.396	261.604	208.195

Source: notre élaboration par AIDA

Tableau 5 - ROI non bénéficiaires, bénéficiaires Mesure 123 et G, 2005-2012.

	2005	2007	2009	2012
Non Bénéficiaire	5,32	5,37	3,93	3,78
Bénéficiaire d'au moins un financement PSR	4,95	5,78	3,82	2,90
Bénéficiaire Mes. 123	5,33	6,94	4,22	3,31
Bénéficiaire Mes. G	4,94	5,69	4,15	3,27

Source: notre élaboration par AIDA

Tableau 6 - ROS non bénéficiaires, bénéficiaires Mesure 123 et G, 2005-2012.

	2005	2007	2009	2012
Non Bénéficiaire	2,05	1,95	1,39	1,42
Bénéficiaire d'au moins un financement PSR	2,31	2,20	1,73	1,35
Bénéficiaire Mes. 123	2,33	3,66	2,94	1,59
Bénéficiaire Mes. G	2,37	1,88	1,46	1,57

Source: notre élaboration par AIDA

En observant un autre indicateur de rentabilité, le ROS, qui considère le revenu opérationnel par rapport aux ventes, on voit une conjoncture plus favorable aux entreprises bénéficiaires, sauf un changement de tendance dans la toute dernière période, par des facteurs contingents liés à la conjoncture économique difficile. Le ROE, enfin, montre un déroulement plus contrasté duquel il est difficile de tirer des indications fructueuses.

Quoi qu'il en soit, les entreprises bénéficiaires apparaissent globalement caractérisées par un capital mieux doté par employé, ce qui leur permet de bénéficier d'une meilleure productivité du travail ne se

traduisant pourtant pas dans un meilleur niveau de profitabilité comparé au groupe de contrôle. Nonobstant cela, les indicateurs de productivité analysés confirment les résultats apparus à l'occasion de l'évaluation intermédiaire, indiquant l'efficacité des interventions destinées à stimuler la compétitivité du secteur. Pour conclure, nous voulons souligner que les entreprises capables d'accéder aux fonds structurels sont, normalement, les entreprises mieux structurées et de plus grandes dimensions, ayant donc la possibilité d'investir temps et ressources dans le difficile processus de participation aux avis de concours.

6. CONCLUSION

La crise a frappé durement le secteur agro-industriel en réduisant les marges de rentabilité. Dans ce cadre caractérisé par une conjoncture économique négative, les entreprises bénéficiaires ont été capables d'amoinrir de façon plus efficace les effets de la crise par rapport aux entreprises non bénéficiaires (et aussi grâce à leur dimensions importantes).

À ce propos, il faut rappeler une donnée intéressante apparue à la suite de la soumission d'un questionnaire aux entreprises admises à la Mesure 123 (dont les résultats ont été présentés à l'occasion de l'activité d'évaluation intermédiaire du PDR). Quand a été demandé aux entreprises si elles auraient réalisé un investissement même sans contribution publique, 49% ont donné une réponse affirmative.

Presque la moitié de l'échantillon s'est dite prête à innover même sans aide publique, avec ses ressources propres. La donnée soulève quelques points de réflexions. Ce résultat, d'un côté, semble renforcer ce qui a été dit peu auparavant, soit l'hypothèse selon laquelle les entreprises bénéficiaires sont à la fois les plus disposées à innover et à recevoir les aides publiques, et en même temps, celles disposant des ressources financières nécessaires à des investissements; de l'autre côté, cela indique bien comment les aides sont un instrument pour consolider la compétitivité des entreprises.

En outre, bien que 49% ont déclaré qu'ils auraient effectué l'investissement même en l'absence des aides du PSR, il est pourtant vrai que nous n'avons pas d'informations sur la qualité de ces investissements sans cette contribution. Une autre hypothèse, donc, pourrait montrer comment, en l'absence des

aides destinées à l'agro-industrie, environ la moitié des entreprises auraient de toutes les façons réalisé les investissements, mais que ceux-ci auraient été qualitativement inférieurs. Au cas où cette hypothèse était confirmée, la Mesure 123 aurait été en effet capable de renforcer la compétitivité des entreprises bénéficiaires.

Cette hypothèse avait été confirmée également par la preuve empirique née de la première analyse des *performances* économiques dans la période 2005-2009. Les entreprises bénéficiaires, soit de la Mesure 123, soit de la Mesure G avaient, en fait, mieux résisté pendant la période de crise, par rapport aux entreprises non bénéficiaires. En ce qui concerne les aides du nouveau PSR, puisqu'en 2009 la plupart des entreprises admises au financement n'avaient pas encore réalisé l'investissement, cette donnée positive pouvait être liée à une solide compétitivité des entreprises. Sur les aides de la programmation passée, par contre, se confirme l'hypothèse que les investissements avaient influé sur la compétitivité des entreprises.

Si d'un côté il paraît évident que ce sont les entreprises jouissant d'une meilleure santé qui ont la capacité et également la possibilité de dédier des ressources de l'entreprise (temps et professionnalisme) au remplissage des formulaires pour accéder aux avis de concours de financement, en soutirant ces ressources à l'activité ordinaire de l'entreprise ; de l'autre côté, cette situation pose des questions importantes au sujet de l'opportunité de donner un soutien public aux entreprises qui pourraient s'en sortir aussi bien sans ce soutien.

BIBLIOGRAPHIE

- Alston, J. M., James, J.S. (2002). The incidence of agricultural policy, in B.L. Gardner and G.C. Rausser (eds.) *Handbook of Agricultural Economics* (North Holland: Elsevier), pp. 1689–1749.
- Bakucs, L., Latruffe, L., Ferto, I., Fogarasi, J. (2007). *Technical Efficiency of Hungarian Farms Before and After Accession*. Paper presented at the Chinese Economist Society (CES) Europe Conference, ‘Economic Transition at Midlife: Lessons from the Development of Markets and Institutions’, Portoroz, Slovenia, 11-13 May.
- Bergström, F. (2000). Capital subsidies and the performance of firms. *Small Business Economics*, 14, pp. 183-193.
- Bezlepikina, I., Oude Lansink, A. and Oskam, A. (2005). Effects of subsidies in Russian dairy farming, *Agricultural Economics*, pp. 277–288.
- Bojnec Š., Latruffe L. (2013). Farm size, agricultural subsidies and farm performance in Slovenia, *Land Use Policy*, 32, pp. 207-217.
- Calabrese G. (2008). *Dalle best performance alle best practice nelle imprese manifatturiere piemontesi*, Regione Piemonte, Torino.
- Cerulli G. (2010). Modelling and Measuring the Effect of Public Subsidies on Business R&D: A Critical Review of the Econometric Literature, *Economic Record*, 86 (274), pp. 421-449.
- Czarnitzki D., Lopes-Bento C. (2013). Value for money? New microeconomic evidence on public R&D grants in Flanders, *Research Policy*, 42, pp. 76-89.
- Galanopoulos, K., Abas, Z., Laga, V., Hatziminaoglou, I., & Boyazoglu, J. (2011). The technical efficiency of transhumance sheep and goat farms and the effect of EU subsidies: Do small farms benefit more than large farms?, *Small Ruminant Research*, 100, pp. 1-7.
- Martini A. (2012). Opportunities and Limitations of Counterfactual Impact Evaluation of Structural Funds in Olejniczak K., Kozak M., Bienias S., *Evaluating the Effectiveness of Regional Interventions. A Look Beyond Current Structural Funds’ Practice*, Ministry of Regional Development.
- Mary S. (2013). Assessing the impacts of Pillar 1 and 2 subsidies on TFP in French crop farms, *Journal of Agricultural Economics*, 64, pp. 133–144.
- Milanetto L., Pavone S., Pagliarino E. (2012). *Il settore agroindustriale piemontese*. CNR-Ceris e Regione Piemonte. http://www.regione.piemonte.it/agri/psr2007_13/dwd/valutazione/rapporto_agroindustria_piemontese_ceris.pdf
- OECD (2001). *Measuring Productivity. Measurement of Aggregate and Industry-Level Productivity Growth*, OECD, Paris.
- Rizov M., Pokrivcak, J., Ciaian, P. (2013). CAP subsidies and productivity of the EU farms, *Journal of Agricultural Economics*, 64, pp. 537-557.
- Skokai P., Moro D. (2009). Modelling the impact of the CAP single farm payment on farm investment and output, *European Review of Agricultural Economics*, 36, pp. 395–423.

 Consiglio Nazionale delle Ricerche

CERIS

Working Paper Cnr-Ceris

ISSN (*print*): 1591-0709

ISSN (*on line*): 2036-8216

Download

www.ceris.cnr.it/index.php?option=com_content&task=section&id=4&Itemid=64

Hard copies are available on request,
please, write to:

Cnr-Ceris
Via Real Collegio, n. 30
10024 Moncalieri (Torino), Italy
Tel. +39 011 6824.911 Fax +39 011 6824.966
segreteria@ceris.cnr.it www.ceris.cnr.it

Copyright © 2014 by Cnr–Ceris

All rights reserved. Parts of this paper may be reproduced with the permission of the author(s) and quoting the source.